



Conseil national
de l'information statistique

Intercommission Environnement et développement durable et Territoires

Mercredi 16 novembre 2011

Les indicateurs territoriaux de développement durable Projets à court et moyen terme

Sommaire

<i>Outils pour la caractérisation et le suivi de l'occupation des sols.....</i>	<i>2</i>
<i>Outils pour l'évaluation de la consommation d'espace et la caractérisation de l'étalement urbain.....</i>	<i>3</i>
<i>Évaluer le risque de précarité énergétique lié aux déplacements « contraints ».....</i>	<i>4</i>
<i>Évaluer la performance énergétique du parc de logements.....</i>	<i>5</i>
<i>Estimation de l'emploi dans les éco-activités industrielles au niveau régional.....</i>	<i>6</i>
<i>Projet « FiLoSoFi » : Fichier Localisé Social et Fiscal.....</i>	<i>7</i>

Outils pour la caractérisation et le suivi de l'occupation des sols	
Service producteur	Service de l'observation et des statistiques (SOeS/CGDD) avec la participation de la Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature (MEDDTL - DGALN - Direction de l'eau et de la biodiversité)
Objectif(s)	Caractériser et suivre l'occupation des sols pour des échelles territoriales infra communales Calculer un indicateur proxy de qualité écologique de l'occupation des sols utilisable en évolution sur le passé et en prospective. Cela nécessite la mobilisation d'une expertise scientifique
Attentes et contexte	<p><u>Attentes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Grenelle de l'environnement et les circulaires de territorialisation • Le Défi 6 de la SNDD : en particulier le choix stratégique « Lutter contre l'artificialisation des espaces et la banalisation des paysages » • Les travaux du Groupe de travail « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire » (3.2.4 - <i>Accroître la résolution des sources sur l'occupation du sol</i>) • Les recommandations du Conseil scientifique du SOeS <p><u>Contexte</u></p> <p>La résolution insuffisante offerte par les bases actuelles (CORINE Land Cover et Teruti Lucas) pour répondre à des questions sur l'occupation des sols à des échelles locales</p> <p>Les travaux engagés par l'IAURIF (Mode d'occupation du sol - Mos), quelques régions (Nord-Pas-de-Calais) et Dreal</p>
Type d'opération	<ul style="list-style-type: none"> • Définir une nomenclature opérationnelle d'occupation des sols compatible avec la nomenclature Eunis • Mobiliser de façon optimale les différentes couches d'occupation des sols disponibles en s'appuyant sur les compétences de l'IGN pour caractériser l'occupation des sols. Les couches mobilisées sont principalement : la BD TOPO® (couche végétation), la BD CARTHAGE®, le Registre parcellaire graphique, CORINE Land Cover et en complément la couche haute résolution de CLC • Produire une couche d'occupation des sols constituant une partition du territoire français pour une maille régulière de 50 à 100 mètres de côté
Échéance	31/12/2011 : premiers résultats régionaux à la fin du premier trimestre 2011
Mode de diffusion	Sites Web du SOeS : http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/ et des Dreal
Sources et méthodes	Appui technique de l'IGN Appui de la coordination scientifique de l'Observatoire national de la biodiversité

Outils pour l'évaluation de la consommation d'espace et la caractérisation de l'étalement urbain	
Service producteur	MEDDTL - Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages (Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature - DGALN) et Service de l'observation et des statistiques (Commissariat général au développement durable)
Objectif(s)	Mettre à disposition des données et outils permettant d'évaluer et suivre la consommation d'espace (selon sa finalité) et de caractériser l'étalement urbain Domaines d'application : Scot, territoires de projet.
Attentes et contexte	<p><u>Attentes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Grenelle de l'environnement et les circulaires de territorialisation, la loi SRU et la loi de modernisation agricole et de la pêche (Observatoire de consommation des terres agricoles) • Le Défi 6 de la SNDD : en particulier le choix stratégique « Lutter contre l'artificialisation des espaces et la banalisation des paysages » • Les travaux du Groupe de travail « Statistiques et nouvelles tendances de localisation des populations et des activités sur le territoire » • Les recommandations du Conseil scientifique du SOeS <p><u>Contexte</u></p> <p>Les travaux engagés par la DGALN, les Centre d'Études Techniques de l'Équipement (Cete) compétents (Nord-Picardie, appuyé par Ouest et Méditerranée, et sud Ouest), le Certu et plusieurs Dreal et DDT</p> <p>Les réflexions sur l'étalement urbain conduites au CGDD (Revue du CGDD sur l'étalement urbain coordonnée par le SOeS à paraître en décembre 2011)</p>
Type d'opération	Définir un référentiel de méthodes pour évaluer et suivre la consommation d'espace et caractériser l'étalement urbain Proposer un ensemble limité d'indicateurs adaptés aux échelles d'intervention et aux types d'urbanisation (Habitat, infrastructures, zones économiques..)
Échéance	Elle sera définie début 2012 en fonction de l'inventaire méthodologique en cours de réalisation
Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> ○ Pour les services déconcentrés : un ensemble d'outils comprenant un guide méthodologique et des fiches de cas (expériences et bonnes pratiques) et une étude type ○ Pour la cible collectivités territoriales et les acteurs professionnels : sur les sites web du ministère et des Dreal, des fiches méthodologiques et l'adresse de points de contacts pour les partenariats ○ Pour le grand public : sur les sites Web du SOeS, de l'Insee et des Dreal, des produits de diffusion (cartographie dynamique et fiches de synthèses par types de territoires)
Sources et méthodes	<p><u>Source</u> : les fichiers fonciers mis à jour à partir des informations cadastrales (Majic) enrichis par le Cete Nord-Picardie pour le compte de la DGALN</p> <p><u>Méthode</u> : mobilisation des fichiers des propriétés bâties et non bâties à la parcelle ou la subdivision fiscale de la parcelle et croisement éventuel avec d'autres sources (Modes d'occupation des sols (MOS) locaux, composantes orthophotographiques, topographiques et imagerie satellitaire du Référentiel à grande échelle - RGE). Utilisation en complément des données Filocom, Sit@del et des enquêtes de recensement.</p>

Évaluer le risque de précarité énergétique lié aux déplacements « contraints »	
Service producteur	Insee et Service de l'observation et des statistiques (SOeS)
Objectif(s)	Identifier les territoires à risque en matière de précarité énergétique liée aux déplacements Fournir des éléments d'appréciation objectifs pour l'amélioration des schémas régionaux des infrastructures et des transports et les plans de déplacements urbains.
Attentes et contexte	<p><u>Attentes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La loi Grenelle II définit la précarité énergétique (Création d'un observatoire de la précarité énergétique) • Pacte de solidarité écologique : objectif 7, « liberté pour chacun de se déplacer et de choisir un mode de transport « vert » et/ou non polluant » • Le Défi 5 de la SNDD : choix stratégique « Veiller à l'accès aux services et à la mobilité pour tous et sur tout le territoire » • Le Défi 8 de la SNDD : choix stratégique « Réduire les inégalités dans les territoires en respectant leur diversité ». <p><u>Contexte</u></p> <p>Le budget carburant des ménages représente entre 3 et 4 % de leurs dépenses annuelles de consommation selon leur niveau de vie. Les catégories modestes, qui habitent souvent loin des centres urbains, consacrent une part plus importante de leur budget aux dépenses de carburant.</p> <p>La tendance à l'étalement urbain et au renchérissement de l'énergie pourrait compromettre leur liberté de déplacement pour se rendre au travail et accéder aux services de base.</p>
Type d'opération	Produire des indicateurs monétaires pour des zonages pertinents permettant de graduer le risque de précarité énergétique lié aux déplacements contraints : domicile-travail, domicile-études et accès aux services courants.
Échéance	Troisième trimestre 2012 : présentation d'un cadre méthodologique général Premier trimestre 2013 : livraison de Kit aux services déconcentrés et premiers résultats grand public sur le Web
Mode de diffusion	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les services déconcentrés : un ensemble d'outils comprenant un guide méthodologique et une étude type destinés à nouer des partenariats avec les collectivités territoriales • Pour le grand public : sur les sites Web du SOeS, de l'Insee et des Dreal, des produits de diffusion (cartographie dynamique et fiches de synthèses par types de territoires)
Sources et méthodes	<p>Les travaux portant sur les émissions de CO2 lié aux déplacements dont Insee Première n° 1357 et Le point sur(SOeS) n° 87) constitue le socle méthodologique de ces travaux.</p> <p>Ceci doit être complété pour traiter la question de la mobilité induite par l'accès aux services de base en mobilisant la base permanente des équipements. Il doit être adapté pour établir des indicateurs de consommation de carburant en lieu et place des indicateurs d'émission de gaz à effet de serre..</p> <p>Il conviendra d'établir des modèles d'accès dépendant à la fois de la densité d'équipement dans la commune de résidence ou son voisinage, le long du parcours entre domicile et lieu de travail et autour du lieu de travail.</p>

Évaluer la performance énergétique du parc de logements	
Service producteur	Insee et Service de l'observation et des statistiques (SOeS)
Objectif(s)	<p>Connaître l'état global du parc de logements en France du point de vue de la performance énergétique</p> <p>Aider à orienter les politiques publiques en fournissant une photographie statistiquement représentative en éclairant deux aspects :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les actions prioritaires à mener (mieux isoler les toitures, changer les fenêtres, rénover les chaudières, etc.) ? • évaluer l'importance relative des publics concernés avec une attention particulière pour les publics exposés à la précarité énergétique.
Attentes et contexte	<p><u>Attentes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La loi Grenelle I a comme "objectif de réduire les consommations d'énergie du parc des bâtiments existants d'au moins 38 % d'ici à 2020". • Pacte de solidarité écologique : objectif 5, « Le développement durable : c'est la liberté pour tous d'accéder à la performance énergétique, qu'il s'agisse de se loger, de se chauffer, de s'éclairer ou de s'équiper » <p><u>Contexte</u></p> <p>Le manque de connaissance de l'état thermique du parc</p> <p>La mise en place de l'observatoire de la précarité énergétique en 2011</p>
Type d'opération	<p>Enquête statistique par sondage aléatoire sur la performance énergétique de l'habitat sur un échantillon de 8 000 logements (Objectif : 5 000 réponses).</p> <p>L'enquête comprend un volet décrivant le logement et ses occupants et un diagnostic de performance énergétique</p> <p>L'enquête a reçu l'avis d'opportunité du Cnis lors de la réunion du 4 novembre 2010 de la commission « Démographie et questions sociales ».</p>
Échéance	<p>Collecte fin 2012 et début 2013</p> <p>2^e semestre 2013 : diffusion des premiers résultats</p>
Mode de diffusion	<p>Publications dans la ligne éditoriale du SOeS</p> <p>Mise à disposition de résultats statistiques sur le site Web du SOeS</p> <p>Fichier détail anonymisé de l'enquête sur le site Web du SOeS</p>
Sources et méthodes	<p>Tirage dans l'échantillon maître avec sur représentation de certaines catégories de ménages ou logements</p> <p>Un essai d'estimation sur des territoires infra régionaux par la méthode des petits domaines sera conduit. A ce stade, on ne peut pas préjuger de la robustesse de la méthode envisagée et de son caractère opérationnel.</p>

Estimation de l'emploi dans les éco-activités industrielles au niveau régional	
Service producteur	Service de l'observation et des statistiques (SOeS) avec l'appui de l'Insee
Objectif(s)	Suivre annuellement au niveau régional le nombre d'emplois (ETP) affectés dans les entreprises intervenant dans la fabrication des éco-produits selon le périmètre de référence d'Eurostat.
Attentes et contexte	<p><u>Attentes :</u> Grenelle de l'environnement => Plan national de mobilisation des filières et territoires pour les métiers de la croissance verte => Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte</p> <p><u>Contexte :</u> Au premier semestre 2009, le Conseil stratégique des éco-industries (Cosei) a conduit le Service de l'observation et des statistiques à engager un travail méthodologique et opérationnel visant à placer les travaux français en position avancée de la démarche menée à Eurostat sur les éco-activités.</p>
Type d'opération	Estimation de l'emploi dans les éco-activités industrielles au niveau régional
Échéance	31/12/2011 : premiers résultats régionaux.
Mode de diffusion	<p>Web SOeS : http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/liste/indicateurs-developpement-durable-territoriaux.html</p> <p>Statut : Diffusion en tant qu'indicateur de développement durable territorial (IDDT)</p> <p>Périodicité : mise à jour annuelle</p>
Modalités de partenariat	<p>Identification d'une région pilote pour asseoir la méthodologie proposée.</p> <p>Partenariats locaux possibles avec Oref, Région, Dreal, Direccte</p>
Sources et méthodes	<p><u>Sources :</u> Bases de donnée « Connaissance locale de l'appareil productif » (CLAP) Enquête annuelle de production (EAP) Enquête sur les dépenses de protection de l'environnement (Antipol)</p> <p><u>Méthode :</u> Note méthodologique du SOeS « <i>Exploitation de l'enquête annuelle de production (EAP) et de CLAP pour la régionalisation des emplois dans les éco-activités industrielles</i> ». Calage sur les données au niveau national.</p>

Projet « FiLoSoFi » : Fichier Localisé Social et Fiscal	
Service producteur	Insee - Division Revenus et Patrimoine des Ménages Insee - Division Statistiques Régionales, Locales et Urbaines Insee Bretagne - Pôle de compétence national sur les Revenus Fiscaux
Objectif(s)	<p><u>Construire un système d'informations sur les revenus des ménages permettant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ de fournir des données sur les revenus, la pauvreté et les inégalités de niveau de vie à un niveau géographique fin (communal et infra-communal) ○ d'avoir une meilleure connaissance de l'ensemble de la distribution des revenus et des niveaux de vie. <p><u>Enrichir le dispositif actuel de diffusion des statistiques locales sur les revenus des ménages :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ « Revenus Fiscaux Localisés » qui fournit des indicateurs à un niveau géographique fin mais se limite à la notion de revenu déclaré aux services fiscaux (hors prestations sociales et revenus financiers non imposables) ○ « Revenus Disponibles Localisés » qui fournit des indicateurs sur le revenu disponible des ménages (comprenant le revenu déclaré aux services fiscaux, les prestations sociales, les revenus financiers et net d'impôts) permettant de mesurer la pauvreté et les inégalités des niveaux de vie, mais se limite aux niveaux régional et départemental.
Type d'opération	Exploitation exhaustive consistant à rapprocher les données fiscales sur les déclarations de revenus des ménages et sur la taxe d'habitation avec les données sociales en provenance des organismes gestionnaires des prestations (Cnaf, Cnav, MSA)
Échéance	La première diffusion est prévue en 2013 sur les revenus de l'année 2011.
Mode de diffusion	<p><u>Diffusion d'indicateurs « tous publics » sur insee.fr :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Indicateurs décrivant la distribution des revenus et des niveaux de vie, indicateurs d'inégalité, composition des revenus, taux de pauvretés ○ Pour des zonages prédéfinis <p><u>Prestations Sur Mesure :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Calcul d'indicateurs sur des zonages à façon, définis au niveau communal ou infra-communal, ○ Constitution de fichiers détail anonymisés pour tout département métropolitain ou toute zone d'au moins 100 000 habitants